

Exilés

Murs murs

Hubert Prolongeau, Paris
journaliste et écrivain

POLITIQUE

Le 26 janvier dernier, Donald Trump signait le premier décret anti-immigrants. Cette mesure spectaculaire a déclenché des flots de réactions indignées. Depuis, d'autres murs physiques continuent à s'ériger sur des frontières, un peu partout dans le monde. Leur but ? Résoudre des problèmes de coexistence. Mais avec quelle efficacité ?

Ira-t-il jusqu'au bout ? Donald Trump en avait fait l'un des points forts de sa campagne : la construction d'un mur entre les États-Unis et le Mexique devait résoudre le problème de l'immigration clandestine et du trafic de drogue. Commencé en 2006 sous Georges Bush, le projet était censé atteindre à terme 1300 kilomètres de long. Le 11 janvier 2017, lors de sa première conférence de presse post électorale, Trump l'a à nouveau mentionné, ajoutant que le Mexique devait payer ce mur, au coût estimé à 25 milliards de dollars. La réponse du président mexicain a été ferme : il ne participera pas à « la construction de cette barrière anti-immigrants » ; et son ministre des Affaires étrangères l'a confirmé quinze jours plus tard.

Reporter pour le *Nouvel Observateur* et *Géo*, Hubert Prolongeau est l'auteur de nombreux romans policiers, enquêtes sociales et essais. Parmi eux, *Ils travaillent au noir* (Paris, Robert Laffont 2013) et *Sans domicile fixe* (Paris, Hachette 1993) qui traite des SDF parisiens avec lesquels il a vécu quatre mois.

18 000 km de murs

Depuis dix ans, les murs se sont multipliés. En 2007, selon le géographe Michel Foucher, il existait dix-sept murs internationaux, couvrant 7 500 kilomètres, soit 3 % des frontières actuelles. Aujourd'hui, il y en a plus de cinquante-cinq et les projets en cours couvrent 18 000 kilomètres de frontières fortifiées. « La mondialisation amorcée dans les années 80 a fragilisé les États-nations, incapables à eux seuls, même pour les plus puissants, de contrôler des échanges financiers désormais planétaires, m'explique Frank Neisse, chargé de mission à la délégation aux affaires stratégiques du Ministère de la défense français. Mais elle a mis au jour de nouvelles menaces : les flux de populations et le terrorisme, qui ne sont plus des problèmes entre un État et son ennemi, mais des préoccupations dont les répercussions sont mondiales. Les murs tentent de répondre à cela, de façon à la fois symbolique et inefficace. »

Aucun continent n'est épargné. En Afrique, en 2003, le Botswana a établi une barrière électrique de 500 kilomètres entre lui et le Zimbabwe. Au Maroc, un mur de sable appelé *Berm* se dresse depuis 1981 dans le Sahara occidental pour isoler les guérilleros du Front Polisario, et deux barrières construites par l'Espagne en 1998 et renforcées après 2005 entourent les enclaves espagnoles de Melilla et de Ceuta.

En Asie, l'Inde a bâti trois barrières de sécurité, la première au Cachemire pour s'isoler du Pakistan, la deuxième autour du Bangladesh et la troisième le long de sa frontière avec la Chine. La Chine, elle, qui a déjà construit des barrières entre la province de Guangdong et les régions de Hong Kong et de Macao, érige depuis octobre 2006, avec la Corée du Nord, une barrière de sécurité en béton et barbelés. La Thaïlande et la Malaisie se sont entendues depuis 2001 pour élever un mur de béton le long de leur frontière. À partir de 2005, le sultanat

Exilés

Murs murs

de Brunei a construit une barrière de sécurité le long de sa frontière avec la Malaisie orientale. L'Ouzbékistan a dressé des barbelés sur sa frontière avec le Kirghizstan et a annoncé en 2009 l'érection, dans la vallée de Ferghana, d'un rempart de sept mètres de haut à la suite d'attaques de djihadistes islamiques.

Dans le Golfe, les Émirats arabes unis sont en train de construire une barrière de sécurité le long de leur frontière avec le territoire d'Oman, tandis que le mur édifié à l'issue de la première guerre du Golfe de 1991 par l'émirat koweïti pour éviter une attaque de l'Irak a été renforcé en 2004. L'Arabie saoudite a commencé à élever des clôtures le long de ses frontières avec le Yémen, depuis 2004, et avec l'Irak, depuis 2006. Après avoir entamé en 2007 l'érection d'un mur de trois mètres de haut entre lui et le Pakistan, l'Irak a annoncé sa volonté de faire de même le long de sa frontière afghane et de sa frontière turque.

Enfin, en Europe, la Grèce et la Bulgarie ont bâti en 2011 un mur de sécurité le long de leurs frontières avec la Turquie pour enrayer les flux d'immigrants illégaux. Et en 2015, la Hongrie a construit un mur entre elle et la Serbie; la Slovénie comme l'Autriche menacent de l'imiter. À chaque fois, les mêmes justifications sont avancées: raisons «sanitaires», lutte contre la contrebande et le trafic de drogue, volonté de juguler une immigration «envahissante»...

Vision binaire du monde

L'histoire a déjà donné de nombreux exemples de murs, mais ils existaient pour défendre le pays contre un ennemi militaire. C'étaient des armes de guerre. Aujourd'hui, c'est contre un ennemi plus impalpable qu'il est dressé: migrants, pauvres, terroristes... «Les Romains construisaient des murs pour contenir les barbares, explique Jean-Christophe Rufin, auteur de *L'empire et les nouveaux barbares*.¹ Aujourd'hui, nos murs renouvellent cette image: celle d'une invasion par les dominés ou les exploités.»

Ces murs opposent à des problèmes complexes une solution simple: la rupture bête et brutale. D'un côté, les bons, de l'autre les méchants; ou d'un côté les pauvres, de l'autre les riches. Le monde qu'ils dessinent est décomplexifié et cette vision binaire rassure. «Ce n'est pas seulement une séparation entre deux pays, mais entre deux hémisphères. Au Mexique comme en Espagne marocaine, le symbole est clair: on essaie de contenir un continent», déclare Wendy Brown, professeur de sciences politiques à l'Université de Berkeley, lorsque je l'interroge à ce propos.

En Israël, le mur de 700 kilomètres dressé entre le pays et la Palestine depuis 2002 (et que la Cour internationale de justice a considéré comme illégal en 2004) a aussi cet effet simplifiant. «Ce mur n'est peut-être pas la meilleure solution, mais il permet de vivre au quotidien en paix sans avoir à se poser cette question: «Vais-je rentrer du supermarché ou le bus va-t-il exploser?» Pour tous ceux qui vivaient dans la peur, c'est une réponse immédiate et rassurante, même si elle n'est pas satisfaisante», m'explique pour sa part Pessah Lichtenberg, psychiatre à Jérusalem.

Le mur est un symbole forcément démonstratif. Visible, il est le drapeau du pouvoir de la puissance qui le bâtit, car il n'existe que si la population concernée est d'accord. Du moins la population qui se sent protégée... Le mur israélien est symptomatique de cette attitude. D'un côté, on se félicite de son efficacité, de l'autre, on stigmatise les atteintes à la liberté de circuler qu'il crée. Même chose pour les États-Unis et le Mexique : 68 % des Américains se déclarent favorables au mur de Trump, qui est par contre perçu comme une véritable « honte » du côté mexicain. « Le mur incarne à la fois la puissance de l'État et son incapacité à régler le problème autrement que par cet étalage de force. Il envoie un double message », poursuit Wendy Brown. Le mur de Berlin, de par sa seule existence, signifiait l'échec du régime de la RDA. Et il est devenu inséparable de la célèbre STASI (Ministère de la sécurité d'État), rendant patent l'écart entre l'idéologie affichée à l'extérieur et les conditions de vie réelles des habitants.

Des leurres

Alors, parfois, il faut le rendre plus discret et cacher son efficacité sous des atours plus paisibles. Le mur passif, obstacle de pierres ou de briques, évolue vers des équipements électroniques plus discrets. Ainsi le survol par des drones munis de caméras infrarouges ou la mise en place de pylônes de surveillance de 30 mètres de haut, qui abritent des caméras capables de voir à 45 kilomètres à la ronde, sont-ils prévus le long de la frontière Mexique - États-Unis. Entre ces tours, l'espace paraît vide, accessible. Ce mur invisible est sans doute plus acceptable pour des populations heurtées par la violence symbolique de la barrière.

L'utilité du mur est réelle quant à ses objectifs, mais à court terme seulement. Ainsi, celui bâti au Sahara marocain empêche les actions terroristes du Front Polisario dans les grandes villes, et les

Indiens du Cachemire réussissent à bloquer les djihadistes venus du Pakistan. L'immigration clandestine a aussi fortement baissé à Ceuta et Melilla, villes submergées par des arrivants dont personne ne savait plus que faire.

Très vite cependant les murs sont contournés, et leur présence crée de nouveaux enjeux et de nouveaux chemins. Ainsi plus de 200 souterrains permettent de passer sous la barrière entre les États-Unis et le Mexique, et les trafiquants de drogue ont trouvé d'autres moyens (drones, catapultes...) pour faire transiter leurs marchandises. Les paradoxes ne manquent pas : pour construire ce dernier mur, les entreprises ont employé beaucoup de travailleurs mexicains sous-payés, pour qui cette possibilité de travail était une aubaine... Ceux qui en profitent le plus finalement sont les passeurs, dont les prix se sont multipliés par deux ou trois.

Les murs imposent leur loi à des pays de plus en plus nombreux. Marquent-ils la fin du vieux rêve de la mondialisation entamée dans les années 80, avec à la fois l'explosion d'Internet et la suppression de nombre de barrières douanières ? Ne sont-ils pas surtout la marque visible de la recomposition des territoires ? Mais jusqu'à quand ? Comme le dit la chercheuse Alexandra Novosseloff : « Quels que soient la hauteur, l'aspect et la solidité d'un mur, les gens trouvent toujours les moyens de le contourner. On ne peut pas arrêter le mouvement des hommes. »² ■

¹ **Jean-Christophe Rufin**, *L'empire et les nouveaux barbares*, Paris, Jean-Claude Lattès 2001, 268 p.

² In **Alexandra Novosseloff** et **Franck Neisse**, *Des murs entre les hommes*, Paris, La documentation française 2008, 216 p. Réédition en 2015.